

Septembre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième Session

Rome, 11-15 Septembre 2006

**CONTRIBUTIONS, ACTIVITÉS, DÉPENSES,
PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET**
(Point 13 de l'ordre du jour provisoire)

1. INTRODUCTION

Le Fonds fiduciaire du Comité de lutte contre le criquet pèlerin (DLCC) continue de financer un certain nombre d'activités cruciales pour améliorer la gestion du criquet pèlerin, avec des retombées bénéfiques pour les pays touchés. Les principales opérations financées concernent des formations de niveau universitaire supérieur, des cours sanctionnés par un diplôme et la formation de responsables de l'information acridienne. Les éditions en arabe et en français des Directives sur le criquet pèlerin ont constitué un important poste de dépense en 2004. Le Comité de lutte contre le criquet pèlerin a également apporté une contribution notable à l'utilisation des images satellitaires et de nouvelles technologies comme outils opérationnels, au développement de la base de données RAMSES et à la création de bases de données pour l'archivage des rapports acridiens et des résultats d'essais de pesticides. Le Comité a organisé la réunion de son Groupe technique en Mauritanie en mai 2004. Il a apporté son soutien au programme EMPRES avec un fonctionnaire des services généraux de DLIS fournissant des informations documentaires aux pays qui en ont fait la demande. Le détail de l'appui financier fourni à ces activités est donné ci-dessous.

2. CONTRIBUTIONS

2.1. Les données concernant les contributions reçues par le Fonds fiduciaire du Comité sont fournies par le Service des opérations et systèmes financiers (AFFR) de la Division des finances de la FAO. Les tableaux 1 a), b), c) et d) indiquent les contributions au Fonds fiduciaire du Comité reçues pour 2003 (les montants indiqués lors de la dernière session étaient provisoires), 2004, 2005 et 2006 (contributions provisoires). Les contributions reçues en 2003 s'élèvent à 181 152 dollars EU, celles de 2004 à 118 067 dollars EU et celles de 2005 à 214 139 dollars EU. Une mise à jour des contributions reçues pour 2006 sera présentée lors de la réunion du Comité. Quatorze pays ont réglé leur contribution en 2003, onze en 2004 et quinze en 2005. Certains pays ont effectué leurs versements au Comité avec régularité au cours des trois dernières années (Arabie saoudite, Inde, Kenya, Pakistan et Syrie). Fin 2005, le nombre total des membres était de 32 pays, dont 12 n'avaient versé aucune contribution en 2003/2004/2005. Un effort notable est à

signaler de la part de l'Iran qui, en 2005, a versé sa contribution pour l'année en cours ainsi qu'un an d'arriérés, ce qui reste néanmoins en-dessous du niveau indiqué dans la recommandation 11 par laquelle le Comité, à sa trente-septième session, avait demandé à ce pays de régler 75 pour cent de ses arriérés, moyennant quoi les 25 pour cent restants auraient été annulés. Étant donné l'importance des activités appuyées par le Fonds et des efforts déployés au niveau mondial pour faire de la lutte préventive une réalité durable dans le cadre du programme EMPRES, il va de soi que le versement régulier des contributions de la part d'un plus grand nombre de pays est nécessaire.

2.2. À la fin de l'année 2002, le solde de trésorerie atteignait 340 137 dollars EU. À cela, il faut ajouter les contributions versées en 2003, 2004, 2005 et 2006, totalisant 513 867 dollars EU. La somme des intérêts acquis sur le compte entre 2003 et le 31 mai 2006 est de 10 826 dollars EU, ce qui donne, au 31 mai 2006, un solde de trésorerie disponible de 864 290 dollars pour la période 2003/2006. Il faut déduire de ce montant le total des dépenses engagées pendant la même période, jusqu'au 31 mai 2006, soit 727 416 dollars EU. Le solde actuel (au 31 mai 2006) de trésorerie est donc de 136 874 dollars EU, ce qui permettra au Comité de mener à bien les activités prévues jusqu'à la fin 2006 mais ne couvrira pas les dépenses proposées pour les années suivantes. On notera que le solde disponible accumulé aura été utilisé et que les activités futures du Comité seront fonction du montant des contributions à venir. Si les pays membres souhaitent maintenir le niveau d'activité de ces trois dernières années, il faudra qu'ils s'emploient plus résolument à verser leurs contributions. Le Comité devrait formuler une recommandation ferme à ce sujet.

3. DÉPENSES

3.1. Le tableau 2 présente le récapitulatif des dépenses pour 2003, 2004, 2005 et 2006. Il convient de noter que les chiffres sont définitifs pour 2003, 2004 et 2005, et jusqu'à la fin mai pour 2006. Des précisions concernant l'utilisation des fonds sont données aux paragraphes 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7 ci-après.

3.2. Par rapport aux dépenses effectuées sur l'exercice précédent et présentées à la dernière session du Comité en 2003 (806 757 dollars EU), le taux d'utilisation du Fonds fiduciaire a légèrement fléchi, du fait d'un faible niveau de dépenses en 2005, conséquence de la recrudescence acridienne et de la couverture, par les fonds d'urgence octroyés à cette occasion, de nombreuses activités habituellement financées par le Fonds fiduciaire. Le Secrétariat estime que le Fonds doit être considéré comme une importante source de financement pour une lutte plus efficace contre le criquet pèlerin à l'échelon mondial, conformément à l'intention de départ. Nous espérons que les pays membres partagent cette opinion.

3.3. Le montant des budgets approuvés lors de la dernière session du Comité était de 699 980 dollars EU pour les années 2003/2004/2005 et les dépenses pour ces trois années se sont élevées à 664 231 dollars EU. Cela signifie que 95 pour cent du budget approuvé a été engagé, couvrant les coûts de la trente-septième session, ceux de la réunion du Groupe consultatif sur les pesticides et l'impression des versions arabe et française des Directives sur le criquet pèlerin.

3.4. Les fonds fiduciaires du Comité ont également été utilisés pour la reproduction et la distribution du **Bulletin mensuel de la FAO sur le criquet pèlerin** et pour les **documents de travail du Comité**, tous publiés en trois langues. Dans ce dernier cas, il est fait un usage relativement élevé du budget les années où le Comité se réunit (en 2003). En conséquence, les dépenses pour 2006 augmenteront donc sensiblement avant la fin de l'année. En revanche, les coûts du Bulletin sont en diminution car il est de plus en plus diffusé par voie électronique. Pour ce qui est des **Directives sur le criquet pèlerin**, les coûts de production, traduction et impression en français et en arabe ont été supérieurs aux prévisions mais ce dépassement a été en grande partie compensé par un important remboursement provenant des fonds des projets d'urgence au titre de l'assistance technique fournie durant la récente recrudescence acridienne, avec la restitution de quelque 50 000 dollars EU (*) au tableau 2) au Fonds fiduciaire en 2005. En outre,

en 2005, une contribution a également été allouée à la traduction en arabe de la publication "*Guidelines on Minimum Requirements for Ground Based Locust and Grasshopper*". Concernant les **prospections acridiennes**, la plupart des fonds provenaient des projets d'urgence mis en œuvre pour faire face aux besoins supplémentaires en prospection dans la région occidentale; dans le même temps, les ressources du programme EMPRES/région centrale étaient suffisantes pour couvrir les coûts de prospection. Dans les années à venir, les dépenses courantes des équipes de terrain dans la région occidentale seront co-financées par plusieurs donateurs contribuant au programme EMPRES/région occidentale, notamment la Banque mondiale, la BAD et l'USAID, ainsi que par les pays membres eux-mêmes qui augmenteront progressivement leurs contributions aux frais récurrents de leur Unité nationale de lutte contre le criquet pèlerin. Les fonds EMPRES pour la région centrale ayant été réduits, le Fonds fiduciaire du Comité pourrait appuyer davantage d'activités dans cette région, si nécessaire. Concernant les récentes **réunions du Comité**, la session extraordinaire de 2005 a été financée par des fonds dont le Groupe Acridiens disposait en contrepartie du soutien technique fourni aux projets d'urgence de la recrudescence acridienne. Le Fonds fiduciaire a pris en charge les coûts de traduction des documents. Les dépenses de **formation** correspondent à la poursuite d'un programme de formation des responsables nationaux de l'information acridienne, choisis par rotation dans les trois régions pour un stage de 11 mois auprès du Service d'information sur le criquet pèlerin (DLIS) au siège de la FAO. Cette formation porte sur la gestion, le traitement, l'archivage et l'analyse des données, ainsi que sur l'utilisation de RAMSES, l'interprétation des images satellitaires et l'utilisation du dispositif eLocust2. Une formation complémentaire est prévue pour le perfectionnement en informatique et en langue anglaise, s'il y a lieu. Des stagiaires du Pakistan (en 2003), d'Oman (en 2004) et du Maroc (en 2005) ont achevé cette formation, qui est actuellement dispensée à une stagiaire algérienne (de fin 2005 à octobre 2006). Il est à signaler que les dépenses engagées en 2004 et 2005 pour les stagiaires d'Oman et du Pakistan ont été très limitées, car nous avons eu la possibilité de financer leur participation des fonds d'urgence pour l'assistance technique, dont nous disposions durant la récente recrudescence acridienne.

3.5. Concernant les **bourses d'études**, outre le financement de cycles d'étude de maîtrise et de doctorat, des bourses ont été également accordées pour des formations diplômantes sur la gestion du Criquet pèlerin, à l'Université de Khartoum (Soudan). Les candidats venaient de Libye, d'Inde, du Soudan et d'Éthiopie (en 2003). En 2003, un candidat du Pakistan a participé à un programme de recherche de 12 mois en lutte antiacridienne à l'Institut des ressources naturelles (NRI) du Royaume-Uni. Des fonds financent également le doctorat de trois ans (de 2004 jusqu'à présent) d'un candidat du Niger à l'Institut vétérinaire Hassan II, à Agadir (Maroc).

3.6. Le **Groupe technique du Comité** s'est réuni à Nouakchott en mai 2004 comme prévu par le Comité à sa dernière session en 2003, lorsqu'il a été convenu que les plans d'action prévisionnels pour la lutte antiacridienne devaient faire l'objet d'un examen prioritaire de la part du Groupe. La réunion du **Groupe consultatif sur les pesticides** s'est déroulée à Rome en octobre 2004, bien qu'elle ait été planifiée pour décembre 2003 lors de sa dernière session. Le Groupe consultatif était convoqué pour évaluer des résultats d'essais de terrain quant à l'efficacité et à la sélectivité des insecticides sur les locustes et les sauteriaux. Comme indiqué lors de la dernière session et sur recommandation du Groupe consultatif, le Secrétariat a pris l'initiative de créer une base de données interactive sur CD-ROM sur les essais insecticides à partir de toute l'information relative aux essais de pesticides examinée jusqu'à présent par le Groupe. Les travaux entrepris par l'Université de Wageningen se sont achevés en 2004. Le texte définitif d'un Mémoire d'accord avec cette institution est en cours de finalisation pour que la base de données sur les essais insecticides soit mise à jour avec les données soumises au Groupe consultatif sur les pesticides à sa neuvième réunion, en 2004. Il est également prévu de procéder à une (ré)-évaluation détaillée des données d'efficacité présentes dans la base, notamment quant aux différences de vulnérabilité entre les espèces et à l'incidence des conditions environnementales et d'application des pesticides sur leur efficacité. Les fonds pour les **études d'experts** ont financé la fourniture d'un programme d'ordinateur pour la lutte contre le criquet pèlerin et la formation du personnel antiacridien d'Arabie saoudite à RAMSES. Une séance de démonstration du GPS

différentiel s'est déroulée en Éthiopie en avril 2004, la formation ayant été assurée par un représentant de la société Optron Afrique du Sud.

3.7. Les dépenses engagées au titre du **programme EMPRES** ont servi d'une part à contribuer au développement de la télédétection en tant qu'outil opérationnel pour le suivi des conditions écologiques et guider les équipes de prospection, et d'autre part à faire du système RAMSES de gestion des données acridiennes un outil plus facile à utiliser et mieux adapté aux spécificités de chaque pays, et à améliorer l'accès des pays membres aux informations du DLIS, y compris la production et la distribution d'archives électroniques des rapports sur le criquet pèlerin envoyés à la FAO depuis 1952 par les pays concernés. Cette assistance est actuellement fournie par un fonctionnaire des services généraux basé au DLIS. Les dépenses engagées pour 2004/2005 sont limitées car nous avons eu la possibilité de financer ces activités par des fonds dont nous disposons durant la récente recrudescence acridienne, pour l'assistance technique au titre de projets d'urgence.

4. BUDGET ET PLAN DE TRAVAIL POUR 2006/2007

4.1. Il est proposé que le budget et le plan de travail pour 2006 et 2007 ne dépassent pas le niveau annuel des contributions (183 880 dollars EU). Le budget proposé pour l'exercice biennal 2006/2007 est présenté au tableau 3 (367 760 dollars EU pour 2 ans). Les contributions reçues avant la fin 2006 devraient être destinées à l'augmentation des fonds disponibles pour l'appui au programme EMPRES. Le **boursier** du Niger poursuivra son cycle auprès de l'Institut vétérinaire Hassan II d'Agadir en vue de l'obtention d'un doctorat en lutte contre le criquet pèlerin. Deux nouveaux candidats peuvent être sélectionnés pour bénéficier, à partir d'août 2007, d'une bourse finançant des études diplômantes en gestion du criquet pèlerin à l'Université de Khartoum (Soudan). Concernant le poste **Reproduction et distribution du Bulletin sur le criquet pèlerin et des documents du Comité**, le coût de la reproduction et de la distribution du Bulletin sur le criquet pèlerin restera très faible dans les deux prochaines années. Les frais de traduction et d'impression des documents de travail du Comité et du rapport final de la trente-huitième session seront couverts par le budget 2006 au titre de ce poste. Les coûts relatifs à l'organisation de la trente-huitième session du Comité seront couverts par le budget 2006 au titre du poste **Réunion du Comité**. Les **Directives sur le criquet pèlerin** seront réimprimées en 2006, en trois langues. En ce qui concerne la **formation**, le Comité continuera à financer jusqu'en octobre 2006 la formation de la candidate algérienne, responsable de l'information acridienne, auprès du Service d'information sur le criquet pèlerin (DLIS), au siège de la FAO. Les candidats étant choisis par rotation dans les trois régions, celui du cycle novembre 2006-octobre 2007 viendra probablement de la région Asie du Sud-Ouest. Une **réunion du Groupe consultatif sur les pesticides** sera organisée en 2007. Des **études d'experts** seront réalisées pour poursuivre la mise à jour de RAMSES dans les trois régions. Un **soutien au programme EMPRES** se poursuivra au cours de ces deux années, avec une amélioration de l'accès des pays membres aux informations du DLIS, y compris la distribution d'archives électroniques des rapports sur le criquet pèlerin. Un fonctionnaire des services généraux affecté au DLIS sera chargé de cette activité.

4.2. Si le niveau des contributions reçues est inférieur à 183 880 dollars EU, il sera nécessaire de procéder à des coupes budgétaires. Même si tous les pays membres versent leur contribution, il faudra quand même diminuer les dépenses de 50 pour cent par rapport aux montants disponibles pour 2003/2004/2005. Il faut noter que certains pays ont fait un effort pour régler leurs arriérés ou leurs contributions, notamment l'Iran et le Ghana qui ont versé, respectivement, 13 et 100 pour cent de leurs arriérés, et l'Iraq qui a payé sa contribution en 2005. Toutefois, au 31 décembre 2005, les arriérés s'élevaient encore à 1,5 million de dollars EU. Une décision doit être prise concernant les arriérés des pays membres dont le montant des contributions à régler est particulièrement élevé et qui n'ont effectué aucun versement depuis plusieurs années. Fin décembre 2005, ces pays étaient les suivants: Afghanistan (48 720 dollars EU), Iran (341 495 dollars EU), Iraq (163 746 dollars EU), Kenya (49 510 dollars EU), Mauritanie (68 336 dollars EU), Niger (88 280 dollars EU), Somalie (79 775 dollars EU), Soudan (64 986 dollars EU), Tchad

(93 560 dollars EU), Tunisie (88 756 dollars EU) et Yémen (57 480 dollars EU). S'il était proposé d'annuler 50 pour cent des arriérés en échange du règlement des 50 pour cent restants, des pays comme l'Iran et l'Iraq resteraient probablement dans l'incapacité de régler de telles sommes. Toutefois, pour maintenir un niveau d'activités conséquent, le budget annuel de 183 880 dollars EU constitue vraiment un minimum. Le Secrétariat estime qu'un réel effort doit être fait pour apurer les arriérés et souligne la nécessité que les pays versent régulièrement leurs contributions et ce dans les délais prescrits.

Explication des notes pour les Tableaux 1 a), b), c) et d):

/a 95 : le Nigeria a quitté le DLCC en 1995

/b 97 : la Turquie a quitté le DLCC en 1997

/c : en 2006, il a été confirmé qu'Oman n'était pas membre du DLCC

FONDS FIDUCIAIRE N° 9161.00 - MTF/INT/008/MUL			Tableau 1-a)	
Projet interrégional de lutte antiacridienne				
État des contributions au 31 décembre 2003 (en dollars EU)				
Gouvernements Membres	Montant non réglé 31/12/2002	Contribution due pour 2003/2004*	Montant reçu au 31/12/2003	Montant non réglé 31/12/2003
AFGHANISTAN	38 280,00	3 480,00	0,00	41 760,00
ALGÉRIE	7 700,00	7 700,00	15 391,98	8,02
BAHREÏN	6 440,00	920,00	4 600,00	2 760,00
CAMEROUN	4 837,49	2 780,00	0,00	7 617,49
TCHAD	83 000,00	3 520,00	0,00	86 520,00
DJIBOUTI	24 500,00	1 120,00	0,00	25 620,00
ÉGYPTE	0,00	5 740,00	0,00	5 740,00
ÉTHIOPIE	4 352,00	4 320,00	4 335,00	4 337,00
GAMBIE	36 949,50	2 420,00	0,00	39 369,50
GHANA	42 655,00	3 280,00	0,00	45 935,00
INDE	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
IRAN, Rép. islamique d'	331,495.24	20 000,00	0,00	351 495,24
IRAQ	148 800,00	7 440,00	0,00	156 240,00
JORDANIE	8,31	3 420,00	3 428,31	0,00
KENYA	62 150,63	3 580,00	3 832,12	61 898,51
LIBAN	31 005,98	3 060,00	0,00	34 065,98
LIBYE	1 028,22	10 640,00	9 587,81	2 080,41
MALI	16 479,60	3 600,00	0,00	20 079,60
MAURITANIE	59 636,09	2 900,00	0,00	62 536,09
MAROC	26 800,00	5 360,00	0,00	32 160,00
NIGER	77 000,00	3 760,00	0,00	80 760,00
NIGERIA /a (95)	67 369,61	0,00	0,00	67 369,61
OMAN	25 200,00	2 100,00	0,00	27 300,00
PAKISTAN	6 520,00	6 520,00	6 520,00	6 520,00
QATAR	27 230,00	1 760,00	28 112,16	877,84
ARABIE SAOUDITE, Royaume d'	-1 470,28	20 000,00	20 000,00	-1 470,28
SÉNÉGAL	17 707,82	3 520,00	0,00	21 227,82
SOMALIE	69 274,77	3 500,00	0,00	72 774,77
SOUDAN	53 045,70	3 980,00	0,00	57 025,70
SYRIE	19 478,12	4 520,00	9 040,00	14 958,12
TUNISIE	75 376,44	4 460,00	0,00	79 836,44
TURQUIE /b(97)	0,00	0,00	0,00	0,00
OUGANDA	58 927,60	3 380,00	46 540,89	15 766,71
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 823,80	4 600,00	4 600,00	13 823,80
YÉMEN	49 565,45	6 500,00	5 163,36	50 902,09
TOTAUX	1 485 167.09	183 880.00	181 151.63	1 487 895.46

FONDS FIDUCIAIRE N° 9161.00 - MTF/INT/008/MUL

Tableau 1-b)

Projet interrégional de lutte antiacridienne

État des contributions au 31 décembre 2004 (en dollars EU)

Gouvernements Membres	Montant non régulé 31/12/2003	Contribution due pour 2004/05 *	Montant reçu au 31/12/2004	Montant non régulé 31/12/2004
AFGHANISTAN	41 760,00	3 480,00	0,00	45 240,00
ALGÉRIE	8,02	7 700,00	0,00	7 708,02
BAHREÏN	2 760,00	920,00	0,00	3 680,00
CAMEROUN	7 617,49	2 780,00	6 257,58	4 139,91
TCHAD	86 520,00	3 520,00	0,00	90 040,00
DJIBOUTI	25 620,00	1 120,00	0,00	26 740,00
ÉGYPTE	5 740,00	5 740,00	0,00	11 480,00
ÉTHIOPIE	4 337,00	4 320,00	4 314,14	4 342,86
GAMBIE	39 369,50	2 420,00	0,00	41 789,50
GHANA	45 935,00	3 280,00	0,00	49 215,00
INDE	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
IRAN, Rép. islamique d'	351 495,24	20 000,00	0,00	371 495,24
IRAQ	156 240,00	7 440,00	0,00	163 680,00
JORDANIE	0,00	3 420,00	3 420,00	0,00
KENYA	61 898,51	3 580,00	15 845,57	49 632,94
LIBAN	34 065,98	3 060,00	0,00	37 125,98
LIBYE	2 080,41	10 640,00	12 707,47	12,94
MALI	20 079,60	3 600,00	0,00	23 679,60
MAURITANIE	62 536,09	2 900,00	0,00	65 436,09
MAROC	32 160,00	5 360,00	0,00	37 520,00
NIGER	80 760,00	3 760,00	0,00	84 520,00
NIGERIA /a 95)	67 369,61	0,00	0,00	67 369,61
OMAN	27 300,00	2 100,00	0,00	29 400,00
PAKISTAN	6 520,00	6 520,00	6 520,00	6 520,00
QATAR	877,84	1 760,00	0,00	2 637,84
ARABIE SAOUDITE, Royaume d'	-1 470,28	20 000,00	18 529,72	0,00
SÉNÉGAL	21 227,82	3 520,00	0,00	24 747,82
SOMALIE	72 774,77	3 500,00	0,00	76 274,77
SOUDAN	57 025,70	3 980,00	0,00	61 005,70
SYRIE	14 958,12	4 520,00	19 449,78	28,34
TUNISIE	79 836,44	4 460,00	0,00	84 296,44
TURQUIE /b(97)	0,00	0,00	0,00	0,00
OUGANDA	15 766,71	3 380,00	0,00	19 146,71
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 823,80	4 600,00	4 600,00	13 823,80
YÉMEN	50 902,09	6 500,00	6 422,52	50 979,57
TOTAUX	1 487 895,46	183 880,00	118 066,78	1 553 708,68

FONDS FIDUCIAIRE N° 9161.00 - MTF/INT/008/MUL				Table 1-c)
Projet interrégional de lutte antiacridienne				
État des contributions au 31 décembre 2005 (en dollars EU)				
Gouvernements	Montant non réglé	Contribution due pour	Montant reçu au	Montant non réglé
Membres	31/12/2004	2005/2006*	31/12/2005	31/12/2005
AFGHANISTAN	45 240,00	3 480,00	0,00	48 720,00
ALGÉRIE	7 708,02	7 700,00	15 408,02	0,00
BAHREÏN	3 680,00	920,00	4 600,00	0,00
CAMEROUN	4 139,91	2 780,00	13 607,85	-6 687,94
TCHAD	90 040,00	3 520,00	0,00	93 560,00
DJIBOUTI	26 740,00	1 120,00	0,00	27 860,00
ÉGYPTE	11 480,00	5 740,00	5 740,00	11 480,00
ÉTHIOPIE	4 342,86	4 320,00	0,00	8 662,86
GAMBIE	41 789,50	2 420,00	0,00	44 209,50
GHANA	49 215,00	3 280,00	49 215,00	3 280,00
INDE	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
IRAN, Rép. islamique d'	371 495,24	20 000,00	50 000,00	341 495,24
IRAQ	163 680,00	7 440,00	7 374,00	163 746,00
JORDANIE	0,00	3 420,00	0,00	3 420,00
KENYA	49 632,94	3 580,00	3 703,06	49 509,88
LIBAN	37 125,98	3 060,00	3 030,00	37 155,98
LIBYE	12,94	10 640,00	0,00	10 652,94
MALI	23 679,60	3 600,00	0,00	27 279,60
MAURITANIE	65 436,09	2 900,00	0,00	68 336,09
MAROC	37 520,00	5 360,00	0,00	42 880,00
NIGER	84 520,00	3 760,00	0,00	88 280,00
NIGERIA /a (95)	67 369,61	0,00	0,00	67 369,61
OMAN /c (06)	29 400,00	2 100,00	0,00	31 500,00
PAKISTAN	6 520,00	6 520,00	6 520,00	6 520,00
QATAR	2 637,84	1 760,00	3 520,00	877,84
ARABIE SAOUDITE, Royaume d'	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
SÉNÉGAL	24 747,82	3 520,00	0,00	28 267,82
SOMALIE	76 274,77	3 500,00	0,00	79 774,77
SOUDAN	61 005,70	3 980,00	0,00	64 985,70
SYRIE	28,34	4 520,00	4 549,00	-0,66
TUNISIE	84 296,44	4 460,00	0,00	88 756,44
TURQUIE /b(97)	0,00	0,00	0,00	0,00
OUGANDA	19 146,71	3 380,00	6 872,20	15 654,51
ÉMIRATS ARABES UNIS	13 823,80	4 600,00	0,00	18 423,80
YÉMEN	50 979,57	6 500,00	0,00	57 479,57
TOTAUX	1 553 708,68	183 880,00	214 139,13	1 523 449,55

FONDS FIDUCIAIRE N° 9161.00 - MTF/INT/008/MUL			Tableau 1-d)	
Projet interrégional de lutte antiacridienne				
État des contributions au 1 ^{er} juin 2006 (en dollars EU)				
Membres	31/12/2005	2006/2007*	01/06/2006	01/01/2006
AFGHANISTAN	48 720,00	3 480,00		52 200,00
ALGÉRIE	0,00	7 700,00		7 700,00
BAHREÏN	0,00	920,00		920,00
CAMEROUN	-6 687,94	2 780,00		-3 907,94
TCHAD	93 560,00	3 520,00		97 080,00
DJIBOUTI	27 860,00	1 120,00		28 980,00
ÉGYPTE	11 480,00	5 740,00		17 220,00
ÉTHIOPIE	8 662,86	4 320,00		12 982,86
GAMBIE	36 835,50	2 420,00		39 255,50
GHANA	3 280,00	3 280,00		6 560,00
INDE	0,00	20 000,00		20 000,00
IRAN, Rép. islamique d'	341 495,24	20 000,00		361 495,24
IRAQ	171 120,00	7 440,00		178 560,00
JORDANIE	3 420,00	3 420,00		6 840,00
KENYA	49 509,88	3 580,00		53 089,88
LIBAN	4 743,28	3 060,00	3 017,85	4 785,43
LIBYE	10 652,94	10 640,00		21 292,94
MALI	27 279,60	3 600,00		30 879,60
MAURITANIE	68 336,09	2 900,00		71 236,09
MAROC	42 880,00	5 360,00		48 240,00
NIGER	88 280,00	3 760,00		92 040,00
NIGERIA /a	67 369,61	0,00		67 369,61
OMAN /c	31 500,00		(10 500,00)	
PAKISTAN	6 520,00	6 520,00	2 608,00	10 432,00
QATAR	877,84	1 760,00		2 637,84
ARABIE SAOUDITE, Royaume d'	0,00	20 000,00		20 000,00
SÉNÉGAL	28 267,82	3 520,00		31 787,82
SOMALIE	79 774,77	3 500,00		83 274,77
SOUDAN	64 985,70	3 980,00		68 965,70
SYRIE	-0,66	4 520,00		4 519,34
TUNISIE	88 756,44	4 460,00		93 216,44
TURQUIE /b	0,00	0,00		0,00
OUGANDA	15 654,51	3 380,00	783,00	18 251,51
ÉMIRATS ARABES UNIS	18 423,80	4 600,00	4 600,00	18 423,80
YÉMEN	57 479,57	6 500,00		63 979,57
TOTAUX	1 491 036,85	181 780,00	508,85	1 630 308,00

Tableau 2

DÉPENSES DE 2003 À 2006

N°	Poste	2003	Dépenses	2004	Dépenses	2005	Dépenses	2006	Dépenses
		Chiffres définitifs Budget		Chiffres définitifs Budget		Chiffres définitifs Budget		Chiffres provisoires Budget	
1	Bourses d'études	68 000	71 349	30 000	44 667	30 000	41 178		13 347
2	Reproduction et distribution du Bulletin sur le criquet pèlerin et des documents du Comité	25 000	26 558	5 000	3 807	25 000	933		
3	Directives sur le criquet pèlerin	30 000	84 229	25 000	71 826	0	-48 485(*)		
4	Prospections acridiennes	30 000		20 000		0			
5	Réunion du Comité	50 000	42 008	-		50 000	11 213		
6	Formation	10 000	29 680	25 000	1 971	25 000	5 189		19 755
7	Réunion du Groupe technique	1 000		30 000	57 237	0			
8	Réunion technique d'experts	20 000		0		0			
9	Groupe consultatif sur les pesticides	-		0	24 206	25 000	1 708		
10	Études d'experts	10 000	15 697	0		0			
11	Soutien au programme EMPRES (Criquet pèlerin)	50 000	74 454	27 726	15 065	7 726	13 325		22 813
	<i>Total partiel</i>	294 000	343 976	162 726	218 779	162 726	25 061		55 915
13	Dépenses d'appui au projet	38 220	44 717	21 154	28 442	21 154	3 257		7 269
14	Imprévus/Fonds pour interventions d'urgence				-	0	0	-	
	TOTAL	332 220	388 692	183 880	247 221	183 880	28 318		63 184

Tableau 3

Comité de lutte contre le criquet pèlerin**BUDGET PROPOSÉ (en dollars EU)**

		2006	2007
N°	Poste	Budget	Budget
1.	Bourses d'études	30 000	30 000
2.	Reproduction et distribution du Bulletin sur le criquet pèlerin et des documents du Comité	25 000	5 000
3.	Directives sur le criquet pèlerin	10 000	-
4.	Prospections acridiennes	-	-
5.	Réunion du Comité	25 000	-
6.	Formation	25 000	25 000
7.	Réunion du Groupe technique		
8.	Réunion technique	-	-
9.	Groupe consultatif sur les pesticides	-	30 000
10.	Études d'experts	15 000	20 000
11.	Soutien au programme EMPRES (Criquet pèlerin)	32 726	32 726
12.	Imprévus/Fonds pour interventions d'urgence		20 000
	<i>Total partiel</i>	162 726	162 726
13.	Dépenses d'appui au projet	21 154	21 154
	TOTAL GÉNÉRAL	183 880	183 880